

National Energy
Board



Office national
de l'énergie

Annual Report on
the *Access to
Information Act*
2018–19

Rapport annuel
concernant la
*Loi sur l'accès à
l'information*
2018-2019

Canada 

ISSN 2561-7737 (Print)
ISSN 2561-7745 (Online)
Key title: Annual report on the Access to
Information Act 2018-19 (Canada. National
Energy Board. Print) [Bilingual document]
Variant title: Rapport annuel concernant la
Loi sur l'accès à l'information 2018-2019

© Her Majesty the Queen in Right of Canada
2019 as represented by the National Energy
Board

GoC Cat. NE1-8/1 (Print)
GoC Cat. NE1-8/1-PDF (Online)

This report is published separately in both
official languages. This publication is available
upon request in multiple formats.

For further information, please contact:
The Office of the Secretary
National Energy Board
517 Tenth Avenue S.W.
Calgary, Alberta T2R 0A8
Fax: 403-292-5503
Phone: 403-292-4800
1-800-899-1265
Internet: <http://www.neb-one.gc.ca>

Printed in Canada

ISSN 2561-7737 (Imprimé)
ISSN 2561-7745 (En ligne)
Titre-clé : Rapport annuel concernant la *Loi sur
l'accès à l'information* 2018-2019 (Canada,
Office national de l'énergie, version imprimée)
[Document bilingue]
Variante du titre : Annual report on the *Access
to Information Act* 2018-19

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada 2019
représentée par l'Office national de l'énergie

GC, cat. NE1-8/1 (version imprimée)
GC, cat. NE1-8/1-PDF (version en ligne)

Le rapport est publié séparément dans les deux
langues officielles, sur supports multiples. Il est
possible d'en obtenir un exemplaire sur
demande.

Renseignements :
Bureau de la secrétaire
Office national de l'énergie
517, Dixième Avenue S.-O.
Calgary (Alberta) T2R 0A8
Télécopieur : 403-292-5503
Téléphone : 403-292-4800
1-800-899-1265
Site Web : <http://www.neb-one.gc.ca>

Imprimé au Canada

Annual Report on the *Access to Information Act* 2018–2019

ABOUT THE NATIONAL ENERGY BOARD

The National Energy Board is an independent federal regulator of several parts of Canada's energy industry. It regulates pipelines, energy development and trade in the public interest with safety as its primary concern. The Minister of Natural Resources is responsible for this organization.

The National Energy Board (NEB or the Board) was established by Parliament to regulate, among other things, the construction, operation and abandonment of pipelines that cross provincial or international borders; international power lines and designated interprovincial power lines; imports of natural gas and exports of crude oil, natural gas liquids, natural gas, refined petroleum products, and electricity; and oil and gas exploration and production activities in certain areas. The NEB is also charged with providing timely, accurate and objective information and advice on energy matters.

For more information about the NEB please visit our website at:
www.neb-one.gc.ca.

THE ACCESS TO INFORMATION ACT

The Access to Information Act (the Act) gives the Canadian public a right to access information contained in federal government records, subject to certain specific and limited exceptions.

Rapport annuel 2018-2019 concernant la *Loi sur l'accès à l'information*

À PROPOS DE L'OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

L'Office national de l'énergie est un organisme fédéral indépendant qui réglemente plusieurs aspects du secteur énergétique au Canada. Il réglemente les pipelines, la mise en valeur des ressources énergétiques et le commerce de l'énergie, dans l'intérêt public canadien, en plaçant la sécurité au cœur de ses préoccupations. L'organisation relève du ministre des Ressources naturelles.

L'Office national de l'énergie a été créé par le Parlement pour réglementer notamment la construction, l'utilisation et la cessation d'exploitation de pipelines qui franchissent des frontières provinciales ou internationales, de lignes internationales de transport d'électricité et de lignes interprovinciales désignées, les importations de gaz naturel et les exportations de pétrole brut, de liquides de gaz naturel, de gaz naturel, de produits pétroliers raffinés et d'électricité, ainsi que des activités d'exploration ou de production pétrolières et gazières dans certaines régions. Il lui incombe par ailleurs de diffuser de l'information à jour, exacte et objective sur l'énergie et de fournir des conseils sur des questions énergétiques.

Pour un complément d'information sur l'Office, consultez son site Web à l'adresse
www.neb-one.gc.ca.

LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

La *Loi sur l'accès à l'information* accorde au public canadien un droit d'accès à l'information contenue dans les documents du gouvernement fédéral, sous réserve de certaines exceptions particulières et limitées.

In accordance with section 72 of the Act, the head of every federal institution is required to submit an Annual Report to Parliament on the administration of the Act following the close of each fiscal year. The Annual Reports are then tabled in Parliament pursuant to section 72 of the Act. This report describes how the National Energy Board (NEB) fulfilled its access to information responsibilities during the fiscal year 2018-2019.

TABLING OF THE ANNUAL REPORT

This annual report is prepared and is tabled in Parliament in accordance with section 72 of the Act.

1. Statistical Report and Interpretation

I. Requests received under the Access to Information Act

In 2018–19, the NEB received 20 requests under the Act (92 fewer requests than the previous reporting period).

The NEB also processed 27 informal requests during the reporting period. A total of 24 informal requests were for previously released packages under the Act identified on the “Completed Access to Information Requests” page of the NEB website.

Conformément à l’article 72, le responsable de chaque institution fédérale est tenu de présenter au Parlement un rapport annuel sur l’administration de la *Loi* après la clôture de chaque exercice. Les rapports annuels sont déposés devant le Parlement conformément à l’article 72 de cette même loi. Le présent rapport décrit comment l’Office national de l’énergie a assumé ses responsabilités en matière d’accès à l’information durant l’exercice 2018-2019

DÉPÔT DU RAPPORT ANNUEL

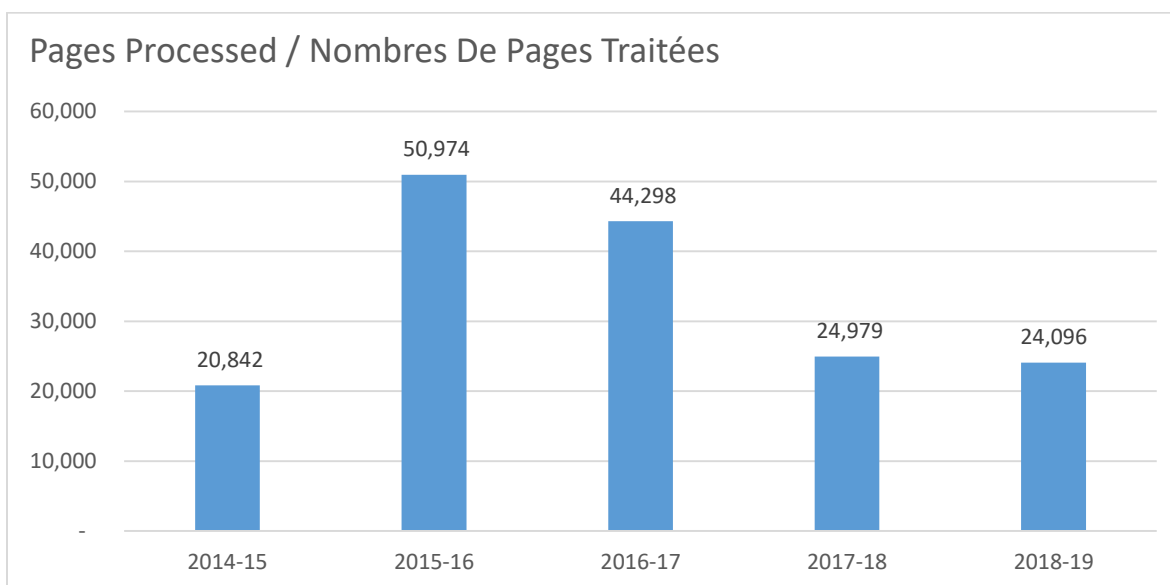
Le présent rapport annuel est produit et déposé devant le Parlement conformément à l’article 72 de la *Loi sur l’accès à l’information*.

1. Rapport statistique et interprétation

I. Demandes reçues au titre de la *Loi sur l’accès à l’information*

En 2018-2019, l’Office a reçu 20 demandes au titre de la *Loi sur l’accès à l’information*, soit 92 demandes de moins que pendant la période précédente.

L’Office a également traité 27 demandes non officielles au cours de la période visée. De ce nombre, 24 concernaient des documents publiés précédemment en vertu de la *Loi*, dans la section [Demandes d’accès à l’information complétées](#) du site Web de l’Office.



For requests closed during the reporting period, the NEB processed a total of 24,096 pages and disclosed 12,763 pages to requesters. This represents a marginal decrease of 883 pages from the number of pages processed from fiscal year 2017–18. Despite the drastic reduction in the number of access requests received, the ATIP Office’s workload remained relatively constant.

Other federal government agencies and departments also consulted the NEB on 32 occasions on which the records under their control related to NEB activities. The NEB processed 858 pages for these consultations. Similar to our access requests for this year, even though the number of consultations decreased, pages processed increased.

II. Source of requests

The NEB observed a decrease in the number of requests received. The most frequent types of requesters in 2018–19 were public (30 percent), followed by academia and business (25 percent each), and media (20 percent).

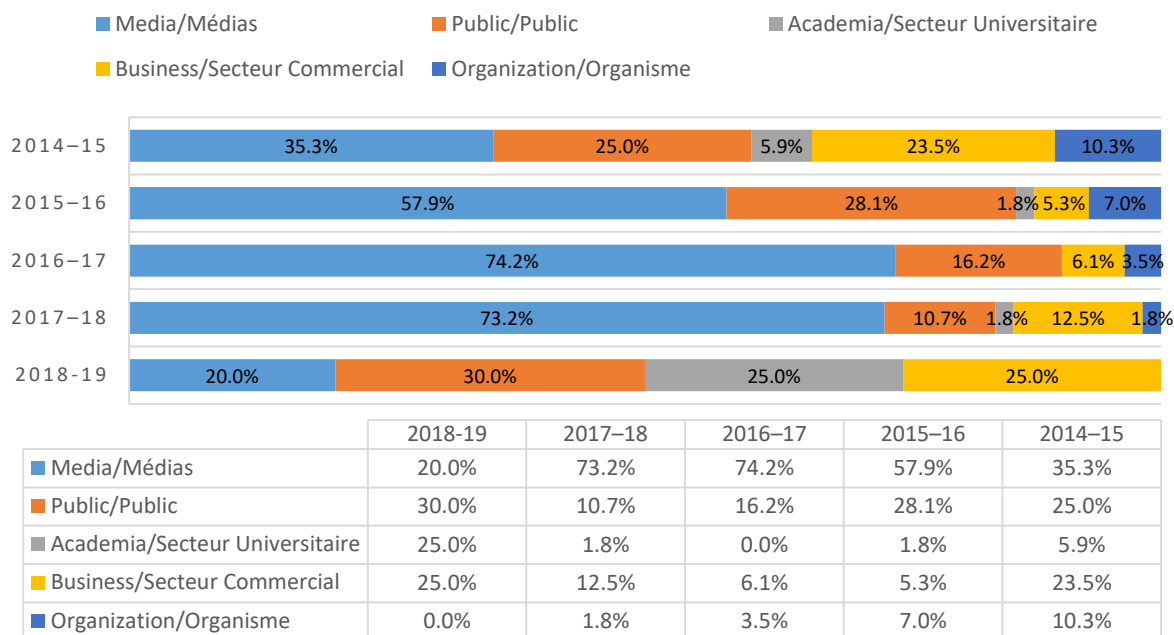
Pour ce qui est des dossiers fermés pendant la période visée, précisons que l’Office a examiné 24 096 pages au total et en a communiqué 12 763 aux demandeurs. Cela représente une diminution marginale de 883 pages par rapport à l’exercice financier 2017-2018. Malgré la forte diminution du nombre de demandes d’accès à l’information reçues, la charge de travail du bureau de l’AIPRP est demeurée relativement constante.

L’Office a été consulté à 32 reprises par d’autres ministères et organismes fédéraux responsables de dossiers liés à ses activités. Il a examiné 858 pages pour ces consultations. Tout comme c’est le cas pour les demandes d’accès de cette année, même si le nombre de consultations a diminué, le nombre de pages traitées a augmenté.

II. Origine des demandes

L’Office a remarqué une diminution des demandes reçues. En 2018-2019, les demandes sont venues le plus souvent du public (30 %), suivi du milieu universitaire et des entreprises (25 % chacun) et des médias (20 %).

SOURCE OF REQUESTS / ORIGINES DES DEMANDES REÇUES



III. Disposition of closed requests

In 2018–19, the NEB closed 22 requests.

This represents a decrease from the 147 requests closed in 2017–18. Of the 22 requests closed during the reporting period, records for 1 was disclosed fully, while records for 15 were disclosed in part. There were no requests for which relevant records were exempted in their entirety. Of the remaining 6 requests, 1 was abandoned by the applicant, 1 was transferred and 4 had no records associated with them.

IV. Exemptions or exclusions invoked

Most of the exemptions invoked by the NEB in 2018–19 fell under three sections of the Act: subsection 19(1), which protects personal

III. Dossiers fermés

En 2018-2019, l'Office a fermé 22 dossiers.

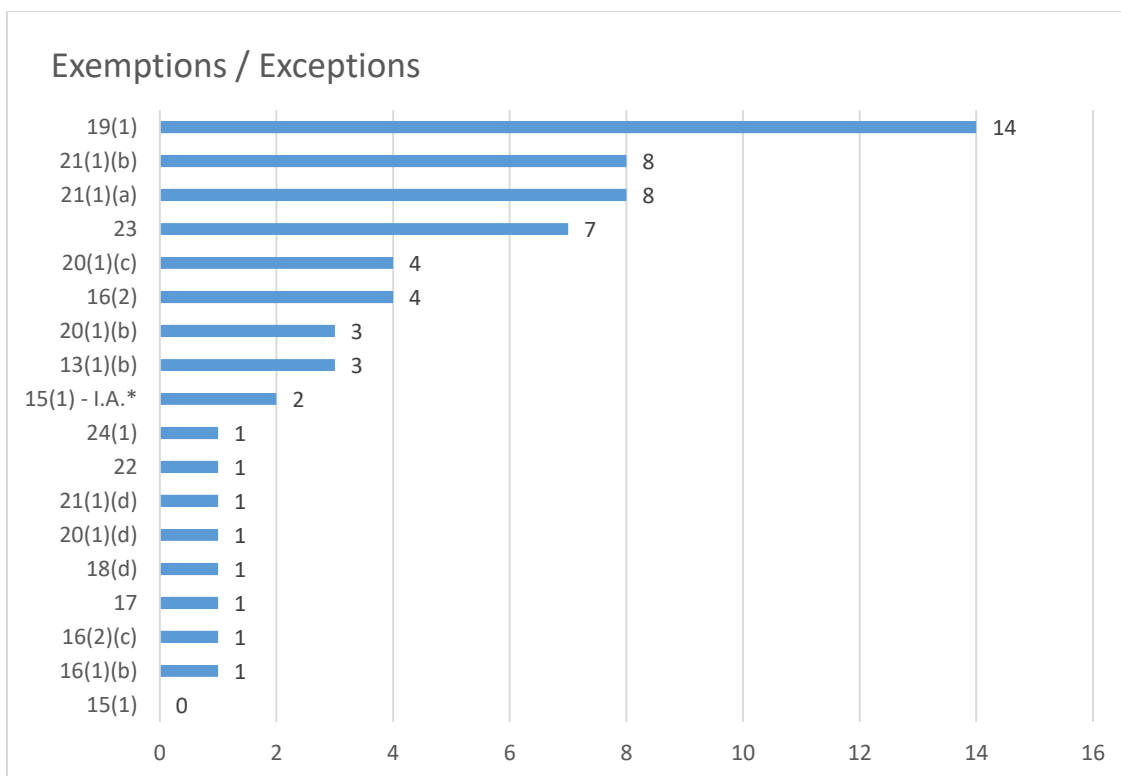
Cela représente une diminution par rapport aux 147 dossiers fermés en 2017-2018. Les documents de 1 des 22 dossiers fermés pendant la période visée ont été entièrement divulgués, tandis que les documents de 15 d'entre eux ont été communiqués en partie. Les documents pertinents d'aucune demande n'ont été exemptés complètement. Des six autres demandes, une a été abandonnée par la personne qui l'avait soumise, une a été transférée et quatre n'étaient reliées à aucun document.

IV. Exceptions ou exclusions invoquées

La plupart des exceptions invoquées par l'Office en 2018-2019 visaient trois articles de la *Loi sur l'accès à l'information* : le

information; paragraphs 21(1)(a), (b), and (d), which protect advice, recommendations and the deliberation process of public servants; and section 23, which protects solicitor-client privileged information.

paragraphe 19(1), qui protège les renseignements personnels; les alinéas 21(1)a), b) et d), qui protègent les avis, les recommandations et le processus de délibération des fonctionnaires; l'article 23, qui protège le secret professionnel des avocats.

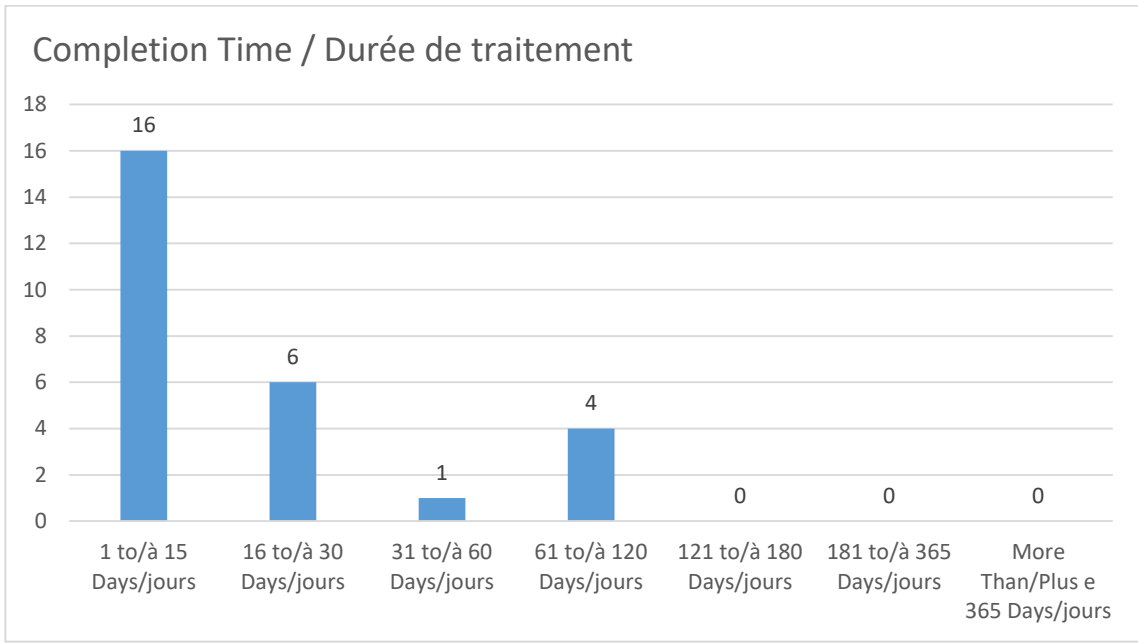


V. Extensions

Section 9 of the Act permits an extension of statutory time limits under certain circumstances. In 2018–17, the NEB invoked extensions on 11 occasions, or on about 55% of files, compared to 81% in the previous year. In 2 of these cases, an extension was required to conduct third-party notifications. In 7 of these cases, an extension was required for consultation within a government institution, with other government institutions or with other levels of government. A further 2 extensions were invoked since searches through large volumes of records made it impossible to meet the original timelines without interfering with NEB operations. All of the extensions, with the exception of 2 files, were for 120 days or less.

V. Prorogation

L'article 9 de la *Loi sur l'accès à l'information* permet de proroger un délai prescrit dans certaines circonstances. En 2018-2019, l'Office a obtenu 11 prorogations, soit pour environ 55 % des dossiers, comparativement à 81 % l'année précédente. Dans 2 de ces cas, une prorogation était nécessaire pour aviser des tiers. Dans 7 de ces cas, une prorogation était requise pour consulter une institution gouvernementale ou encore d'autres établissements ou ordres de gouvernement. Deux autres délais ont été prorogés parce qu'il fallait effectuer des recherches dans un grand nombre de documents et qu'il était impossible de respecter la date limite originale sans entraver le fonctionnement de l'Office. Tous les délais, à l'exception de 2 dossiers, ont été repoussés de 120 jours ou moins.



VI. Costs

During 2018–19, the NEB Access to Information and Privacy (ATIP) Office incurred \$512,596 in salary costs and \$0 in goods and services costs to administer the Act.

See annex A for further statistical information.

2. Practices and procedures

I. NEB Structure

Access to information requests at the NEB are processed by the ATIP Office, which reports to the Vice President (VP), Data and Information Management, as the ATIP Coordinator.

Reporting to the VP, Data and Information Management are 5 full-time employees who allocate a portion of their time to activities related to the Act. This includes one Senior ATIP Officer, three ATIP Officers, and a Director.

VI. Coûts

Au cours de 2018-2019, le bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (« AIPRP ») de l'Office a engagé des coûts de 512 596 \$ en salaires, et de 0 \$ en biens et services, pour appliquer la *Loi sur l'accès à l'information*.

Pour obtenir plus de renseignements statistiques, consultez l'annexe A.

2. Pratiques et procédures

I. Structure de l'Office

Les demandes d'accès à l'information présentées à l'Office sont traitées par le bureau de l'AIPRP, qui relève du vice-président de la gestion des données et de l'information, agissant à titre de coordonnateur.

Cinq employés à plein temps relevant du vice-président de la gestion des données et de l'information consacrent une partie de leur temps à des activités reliées à la *Loi sur l'accès à l'information*. Cela comprend un agent principal et trois agents d'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels ainsi qu'un directeur.

Access to information requests are received primarily through two channels; either through the mail or the ATIP Online Request Service (AORS). The NEB was among the first departments to onboard to the AORS, enrolling in the system in the fall of 2018-19, and to date has received 7 requests using this service.

Requests received through the mail or the AORS are logged into the NEB's records management system by the Information Management & Architecture Team's Records department and then forwarded to the ATIP Office. ATIP Office staff then process the requests in consultation with appropriate offices of primary interest and with external parties, where necessary.

II. NEB ATIP Training

Training was a significant area of focus for the NEB's ATIP Office this year.

In addition to promoting access to information through in-person meetings, and online training, the ATIP Office also delivered a number of well-received internal presentations on ATIP as part of its training program.

During 2018-19, the NEB continued to require that all NEB staff and contractors successfully pass the Access to Information and Privacy Fundamentals – IO15 course offered by the Canadian School of Public Service (CSPS). During this reporting period, 54 NEB employees registered for the course with 44 employees completing it successfully.

Training on the *Access to Information Act* and the *Privacy Act* was also offered by the ATIP Office which delivers both specialized training to respond to the needs of officers and clients, and general training to raise employees' awareness of their responsibilities under these Acts. In this regard, the NEB reviewed its ATIP training materials (i.e. tasking email,

Les deux principaux modes de réception des demandes d'accès à l'information sont la poste et le service de demande d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels (AIPRP) en ligne. L'Office a été parmi les premiers à s'inscrire au service AIRP en ligne, à l'automne 2018-2019. Jusqu'ici, il a reçu 7 demandes acheminées par ce service.

Les demandes qui arrivent par la poste ou le service AIRP en ligne, sont enregistrées dans le système de gestion des dossiers de l'Office par la section responsable au sein de l'équipe de la gestion de l'information et de l'architecture, puis elles sont acheminées au bureau de l'AIPRP. Ce dernier traite les demandes en collaboration avec les bureaux de première responsabilité appropriés et avec des parties externes au besoin.

II. Formation sur l'AIPRP à l'Office

La formation a représenté un aspect important du travail effectué par le bureau de l'AIPRP à l'Office cette année.

En plus de promouvoir l'accès à l'information lors de rencontres en personne et de fournir de la formation en ligne, le bureau de l'AIPRP a donné des présentations à l'interne qui ont été très bien accueillies, dans le cadre de son programme de formation.

En 2018-2019, l'Office a continué de demander à tous ses employés et entrepreneurs de suivre un cours de base sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels (IO15), offert par l'École de la fonction publique du Canada. Au cours de cette période, 54 employés de l'Office se sont inscrits à ce cours; 44 l'ont réussi.

En outre, une formation spécialisée relative à la *Loi sur l'accès à l'information* et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* a été offerte par le bureau de l'AIPRP pour répondre aux besoins des agents et des clients. De plus, une formation générale a été donnée pour sensibiliser davantage les employés à leurs responsabilités à cet égard. Dans cette optique,

PowerPoint presentation, ATIP Tips Sheet, etc.) towards improving its training and communications with NEB leadership and staff.

Specifically, new materials were developed, which aimed to better connect the legislation with the day-to-day work of employees. This was achieved by providing practical examples of typical NEB documents to staff, and showing them how the Act applies in different circumstances. Extended Q&A sessions with staff helped reinforce the information conveyed, and demonstrated the level of interest in understanding this information.

The ATIP Office anticipates that increased awareness of the Act amongst employees will improve their ability to collect records, help them better identify information for potential redaction, and enable them to better support the ATIP Office's processing of requests. The ultimate goal being release packages that are responsive to requesters.

Training also focused heavily on employees' obligations under the *Privacy Act* with respect to protecting personal information. This was a considerable focus area for the ATIP Office this year, in light of an uptick in privacy breaches. In this regard, the NEB also reviewed its internal privacy breach procedures and practices to ensure NEB staff are aware of their obligations in the event of a privacy breach. The NEB has adopted TBS' privacy breach management procedures, and utilizes the available suite of tools to assist in managing breaches.

In 2019-20, the ATIP Office is planning additional activities to raise awareness around ATIP and best practices. These activities will build on the NEB's previous "ATIP Tip of the Week" campaign, which started in 2016-17, where each week a new ATIP tip was posted on the screensavers of all NEB staff's computers. New screensaver tips have been

l'Office a revu sa documentation sur l'AIPRP (courriel d'attribution de tâches, présentation PowerPoint, feuille d'astuces, etc.) afin d'améliorer sa formation et ses communications à l'intention de la direction et du personnel.

Du nouveau matériel a été élaboré de façon à mieux établir le lien entre la loi et le travail quotidien des employés, avec des exemples pratiques de documents types de l'Office et des explications montrant comment la *Loi sur l'accès à l'information* s'applique dans différentes circonstances. Des séances prolongées de questions et réponses ont renforcé l'information transmise et démontré que le personnel était intéressé à comprendre.

Le bureau de l'AIPRP prévoit que la sensibilisation accrue des employés améliorera leur capacité à recueillir des documents, les aidera à mieux cerner l'information pouvant être caviardée et leur permettra de mieux appuyer le traitement des demandes. En fin de compte, le but est de communiquer des documents qui répondent aux besoins des demandeurs.

La formation a aussi beaucoup porté sur les obligations des employés qui sont prévues par la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Cet aspect a occupé considérablement le bureau de l'AIPRP cette année, compte tenu de la légère augmentation des atteintes à la vie privée. L'Office a aussi revu ses méthodes et pratiques internes pour s'assurer que le personnel connaît bien ses obligations en cas d'atteinte à la vie privée. L'Office a adopté la méthode de gestion des atteintes à la vie privée du Secrétariat du Conseil du Trésor, et il utilise les outils disponibles pour ce faire.

En 2019-2020, le bureau de l'AIPRP planifie des activités de sensibilisation supplémentaires relatives à l'AIPRP et aux pratiques exemplaires. Ces activités miseront sur la campagne AIPRP précédente, commencée en 2016-2017, au cours de laquelle un petit conseil était affiché chaque semaine sur l'économiseur d'écran des ordinateurs de tout

created and will be rolled out later this year. The NEB looks forward to reporting on these activities in next year's report.

Lastly, the NEB's ATIP Officers received training by attending training conferences/webinars offered by the Treasury Board of Canada Secretariat Information and Privacy Policy Department, as well as attending the Canadian Access and Privacy Association yearly conference held in Ottawa in November 2018. The ATIP Office also participated in this year's Right to Know week.

III. NEB Policies & Tools

Documentation and materials on the NEB's ATIP program are being updated and will be made available through the corporate intranet, along with links to other materials, such as the Acts, Treasury Board Secretariat policies and guidance documents, and a range of information management and guidance tools.

With respect to supporting tools, the ATIP Office further improved its analysis table template, used to support the application of exemptions and decision-making, by building it in Microsoft Excel, and adding macros and pre-populated menus for frequently used sections of the Act. The table enables a more streamlined review of files between the ATIP Director, our in-house Legal Services Unit, and the ATIP Coordinator. It also serves as a record that shows the supporting judgement for the application of mandatory exemptions and the degree of deliberation that goes into our application of discretionary exemptions.

An additional tool that has assisted with the management of transitory email records, was the roll-out of an enterprise-wide Skype For Business application. This application was introduced to limit the need for using email for transitory information exchanges.

le personnel de l'Office. De nouveaux conseils ont été créés et seront affichés plus tard cette année. L'Office exposera ces activités dans le rapport de l'année prochaine.

Enfin, les agents de l'AIPRP à l'Office ont assisté à des conférences et webinaires offerts par la Division de la politique de l'information et de la protection des renseignements personnels du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, de même qu'au congrès annuel de l'Association canadienne d'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels, tenu à Ottawa en novembre 2018. De plus, le bureau de l'AIPRP a participé cette année à la Semaine canadienne du droit à l'information.

III. Politiques et outils de l'Office

La documentation et le matériel sur le programme de l'AIPRP à l'Office sont mis à jour et seront accessibles à partir du site intranet, qui renferme aussi des liens menant aux lois, politiques et lignes directrices du Secrétariat du Conseil du Trésor, ainsi qu'à tout un éventail d'outils d'orientation et de gestion de l'information.

Du côté des outils de soutien, le bureau de l'AIPRP a amélioré encore davantage son modèle de tableau d'analyse, qui sert à appuyer l'application des exceptions et la prise de décisions, en le mettant en format Microsoft Excel et en ajoutant des macros et des menus pré-remplis pour les articles souvent utilisés de la *Loi sur l'accès à l'information*. Le tableau simplifie l'examen des dossiers par le directeur de l'AIPRP, les services juridiques internes et le coordonnateur de l'AIPRP. Il constitue aussi un document justifiant les exceptions obligatoires et montrant le degré de délibération qui a mené aux exceptions discrétionnaires.

La mise en œuvre de l'application Skype Entreprise à l'échelle de l'organisation est un autre outil qui a facilité la gestion des documents éphémères transmis par courrier électronique. Cette application a été mise en place afin de limiter le recours au courrier

As an organization that values openness and transparency, the NEB strives to ensure that information is made publicly available without recourse to the Act. Exceptions to public access to information are limited and specific, as required by the legislation.

During the reporting period, the ATIP Office also continued to support enhanced proactive disclosure of information to the public. The goal is to provide all relevant information related to the Board activities in a manner that is clear and transparent.

3. Delegation of authority

The Governor in Council has designated the NEB Chair and CEO with the authority to exercise the powers, duties and functions of the Access to Information Act. However, the Chair and CEO has historically delegated said authority.

Due to changes in the leadership structure at the NEB, the ATIP Office was relocated under the VP, Data and Information Management. In the interim, the VP, Projects, oversaw two business units and retained delegated authority while a competitive staffing process was completed for the VP, Data and Information Management position. After an initial orientation period, authority was permanently delegated to the VP, Data and Information Management, as designed.

This year, the Chair and CEO took steps to increase operational efficiency, improve the Board's ability to respond to ATIP requests in a timely manner, and minimize disruption to the exercising of this authority. Under the current set of orders, there are now three individuals that have been delegated full authority under the Act, instead of the previous one. They are: the VP, Data and Information Management

électronique pour l'échange d'information transitoire.

En tant qu'organisme qui valorise l'ouverture et la transparence, l'Office s'assure que l'information est à la disposition du public sans qu'il soit nécessaire de recourir à la *Loi sur l'accès à l'information*. Comme celle-ci l'exige, les exceptions à l'accès public sont limitées et précises.

Pendant la période visée par le rapport, le bureau de l'AIPRP a continué de soutenir l'amélioration de la divulgation proactive d'information au public. Le but est de transmettre toute l'information pertinente sur les activités de l'Office de manière claire et transparente.

3. Délégation de pouvoirs

Le gouverneur en conseil a désigné le président et premier dirigeant de l'Office pour exercer les pouvoirs, s'acquitter des devoirs et remplir les fonctions, qui sont prévus dans la *Loi sur l'accès à l'information*. Toutefois, ces pouvoirs ont de tout temps été délégués par le président et premier dirigeant.

Par suite de changements apportés à la structure de la direction de l'Office, le bureau de l'AIPRP relève dorénavant du vice-président de la gestion des données et de l'information. Le vice-président des projets a supervisé deux secteurs et conservé les pouvoirs délégués en attendant que le poste de vice-président de la gestion des données et de l'information soit pourvu. Après la période d'orientation initiale, les pouvoirs ont été délégués de façon permanente au vice-président de la gestion des données et de l'information.

Cette année, le président et premier dirigeant a pris des mesures visant à accroître l'efficacité opérationnelle, à améliorer la capacité de l'Office à répondre aux demandes d'AIPRP en temps opportun, et à réduire au minimum les perturbations à cet égard. Il y a maintenant trois personnes à qui les pouvoirs ont été pleinement délégués, au lieu d'une seule comme c'était le cas auparavant. Ces trois

(primary ATIP Coordinator), and the VP, Projects and Director, Access to Information and Privacy (alternate ATIP Coordinators). From an operational standpoint, granting this authority to three individuals ensures that files can be reviewed and signed-off on without undue delay.

See annex C for a copy of the delegation orders.

4. Compliance

The NEB achieved a compliance rating of approximately 68% for completed Access to Information requests closed within the legislated timeframe in 2018–19; this is the same level achieved in the previous year. While the volume of pages processed is similar over the last two years, added resources and attention were given to closing complaints and applying lessons from these complaints. (Performance improvements are noted in the next section of the report.) The NEB's ATIP Office will continue to strive for both improved compliance rates and quality of information released.

With regards to the timeliness of processing access to information requests, the ATIP Office regularly communicates progress updates to the ATIP Coordinator through the ATIP Director. The ATIP Director receives weekly updates from the ATIP Office regarding the status of all active requests, and has access to a central tracker that is updated on a regular basis to establish action items or flag upcoming due dates.

5. Complaints and appeals to the Federal Court

During 2018–19, there were 5 new complaints registered with the Office of the Information Commissioner (OIC). This is a significant reduction from the 80 complaints reported by

personnes sont le vice-président de la gestion des données et de l'information (premier coordonnateur de l'AIPRP), le vice-président des projets ainsi que le directeur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (coordonnateurs auxiliaires de l'AIPRP). Du point de vue opérationnel, la délégation de ces pouvoirs à trois personnes assure le traitement et la conclusion des dossiers sans retard indu.

L'annexe C renferme une copie des ordonnances de délégation de pouvoirs.

4. Conformité

En 2018-2019, l'Office a traité environ 68 % des demandes reçues dans les délais prescrits par la *Loi*, soit le même pourcentage que l'année précédente. Le volume de pages traitées au cours des deux dernières années est similaire, mais des ressources et une attention accrues ont été accordées à la résolution des plaintes et à l'application des leçons apprises. (Les améliorations du rendement sont notées dans la section suivante du rapport.) Le bureau de l'AIPRP de l'Office continuera d'améliorer son taux de conformité

Le bureau de l'AIPRP communique régulièrement les progrès réalisés dans le traitement des demandes au coordonnateur, par l'entremise du directeur. Ce dernier reçoit un compte rendu hebdomadaire de toutes les demandes actives; il a accès à un système de suivi central qui est mis à jour régulièrement pour établir les points prioritaires ou signaler les dates d'échéance prochaines.

5. Plaintes et appels devant la Cour fédérale

En 2018-2019, cinq nouvelles plaintes ont été déposées au Commissariat à l'information du Canada. Cela représente une diminution

the OIC that were received in the previous year.

With 80 complaints registered, the NEB had become the 10th most complained about organization with respect to the processing of ATIP requests.

To address this situation, the Board worked with the OIC to resolve these complaints as expeditiously as possible. In 2018-19, we took steps to better communicate with the OIC, to understand where complaints are in the process, and how we can work towards their resolution. In many cases, the NEB re-reviewed files towards lifting redactions that are the subject of complaints, or releasing additional documentation.

The Office of the Information Commissioner issued findings and recommendations regarding 31 complaints during 2018-19. Of those findings, 16 complaints were abandoned or discontinued, 6 complaints were recommended as well founded, and 9 complaints were recommended as not well founded.

For the complaints that were ruled well founded, the NEB followed and applied the Office of the Information Commissioner's recommendations, namely by disclosing information which had been exempted under the Act.

Going forward, the NEB will continue to work closely with the Office of the Information Commissioner to resolve the remaining ongoing complaints in a timely and efficient manner.

No appeals were made to the Federal Court of Canada during 2018–19.

considérable comparativement aux 80 plaintes formulées au cours de la période précédente.

En 2017-2018, l'Office s'est trouvé dans une position peu enviable, au 10^e rang des organisations affichant le plus grand nombre de plaintes relatives au traitement des demandes d'AIPRP.

Pour redresser la situation, l'Office a travaillé diligemment avec les enquêteurs du Commissariat à l'information afin de régler ces plaintes aussi rapidement que possible. Pendant la période 2018-2019, le bureau de l'AIPRP a pris des mesures pour mieux communiquer avec le Commissariat à l'information afin de comprendre l'état d'avancement des plaintes dans le processus et la façon de les résoudre. Souvent, après avoir réexaminé un dossier, l'Office a éliminé le caviardage faisant l'objet d'une plainte, ou communiqué des documents supplémentaires.

Ces efforts ont porté des fruits. Le travail effectué par l'Office et le Commissariat à l'information ont permis à ce dernier de conclure 31 de ces plaintes. Les constatations ou recommandations formulées ont mené aux conclusions suivantes : 16 plaintes abandonnées; 6 plaintes jugées fondées; 9 plaintes jugées non fondées.

Pour les plaintes jugées fondées, l'Office a adopté et mis en pratique les recommandations formulées par le Commissariat, notamment en divulguant l'information qui avait fait l'objet d'une exception aux termes de la *Loi sur l'accès à l'information*.

L'Office poursuivra donc ses efforts et continuera à travailler de près avec le Commissariat à l'information en vue de résoudre rapidement et efficacement les plaintes en suspens.

Aucun appel n'a été interjeté à la Cour fédérale du Canada en 2018-2019.

Annex A

Statistical information (English)

Annexe A

Renseignements statistiques (anglais)



Statistical Report on the *Access to Information Act*

Name of institution: National Energy Board

Reporting period: 2018-04-01 to 2019-03-31

Part 1: Requests Under the *Access to Information Act*

1.1 Number of requests

	Number of Requests
Received during reporting period	20
Outstanding from previous reporting period	12
Total	32
Closed during reporting period	22
Carried over to next reporting period	10

1.2 Sources of requests

Source	Number of Requests
Media	4
Academia	5
Business (private sector)	5
Organization	0
Public	6
Decline to Identify	0
Total	20

1.3 Informal requests

Completion Time							Total
1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
16	6	1	4	0	0	0	27

Note: All requests previously recorded as “treated informally” will now be accounted for in this section only.

Part 2: Requests Closed During the Reporting Period

2.1 Disposition and completion time

Disposition of Requests	Completion Time							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
All disclosed	0	1	0	0	0	0	0	1
Disclosed in part	0	2	2	5	0	5	1	15
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	2	2	0	0	0	0	0	4
Request transferred	1	0	0	0	0	0	0	1
Request abandoned	0	1	0	0	0	0	0	1
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	3	6	2	5	0	5	1	22

2.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
13(1)(a)	0	16(2)	4	18(a)	0	20.1	0
13(1)(b)	3	16(2)(a)	0	18(b)	0	20.2	0
13(1)(c)	0	16(2)(b)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)(d)	0	16(2)(c)	1	18(d)	1	21(1)(a)	8
13(1)(e)	0	16(3)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	8
14	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	0
14(a)	0	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	1
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(d)	0	22	1
15(1)	0	16.1(1)(d)	0	19(1)	14	22.1(1)	0
15(1) - I.A.*	2	16.2(1)	0	20(1)(a)	0	23	7
15(1) - Def.*	0	16.3	0	20(1)(b)	3	24(1)	1
15(1) - S.A.*	0	16.4(1)(a)	0	20(1)(b.1)	0	26	0
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(c)	4		
16(1)(a)(ii)	0	16.5	0	20(1)(d)	1		
16(1)(a)(iii)	0	17	1				
16(1)(b)	1						
16(1)(c)	0						
16(1)(d)	0						

* I.A.: International Affairs Def.: Defence of Canada S.A.: Subversive Activities

2.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
68(a)	2	69(1)	0	69(1)(g) re (a)	2
68(b)	0	69(1)(a)	0	69(1)(g) re (b)	2
68(c)	0	69(1)(b)	0	69(1)(g) re (c)	2
68.1	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (d)	2
68.2(a)	0	69(1)(d)	0	69(1)(g) re (e)	2
68.2(b)	0	69(1)(e)	0	69(1)(g) re (f)	2
		69(1)(f)	0	69.1(1)	0

2.4 Format of information released

Disposition	Paper	Electronic	Other Formats
All disclosed	1	0	0
Disclosed in part	3	12	0
Total	4	12	0

2.5 Complexity

2.5.1 Relevant pages processed and disclosed

Disposition of Requests	Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
All disclosed	2	2	1
Disclosed in part	24094	12761	15
All exempted	0	0	0
All excluded	0	0	0
Request abandoned	0	0	1
Neither confirmed nor denied	0	0	0

2.5.2 Relevant pages processed and disclosed by size of requests

Disposition	Less Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
All disclosed	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	3	83	5	602	2	1220	4	8894	1	1962
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	5	85	5	602	2	1220	4	8894	1	1962

2.5.3 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Assessment of Fees	Legal Advice Sought	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0	0
Disclosed in part	7	0	2	0	9
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor	0	0	0	0	0
Total	7	0	2	0	9

2.6 Deemed refusals

2.6.1 Reasons for not meeting statutory deadline

Number of Requests Closed Past the Statutory Deadline	Principal Reason			
	Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other
7	6	0	1	0

2.6.2 Number of days past deadline

Number of Days Past Deadline	Number of Requests Past Deadline Where No Extension Was Taken	Number of Requests Past Deadline Where An Extension Was Taken	Total
1 to 15 days	0	2	2
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	1	1
181 to 365 days	1	2	3
More than 365 days	1	0	1
Total	2	5	7

2.7 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

Part 3: Extensions

3.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of Requests Where an Extension Was Taken	9(1)(a) Interference With Operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
All disclosed	0	0	0	0
Disclosed in part	2	0	7	2
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0
Total	2	0	7	2

3.2 Length of extensions

Length of Extensions	9(1)(a) Interference With Operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
30 days or less	1	0	0	1
31 to 60 days	0	0	5	1
61 to 120 days	0	0	1	0
121 to 180 days	1	0	1	0
181 to 365 days	0	0	0	0
365 days or more	0	0	0	0
Total	2	0	7	2

Part 4: Fees

Fee Type	Fee Collected		Fee Waived or Refunded	
	Number of Requests	Amount	Number of Requests	Amount
Application	15	\$75	7	\$35
Search	0	\$0	0	\$0
Production	0	\$0	0	\$0
Programming	0	\$0	0	\$0
Preparation	0	\$0	0	\$0
Alternative format	0	\$0	0	\$0
Reproduction	0	\$0	0	\$0
Total	15	\$75	7	\$35

Part 5: Consultations Received From Other Institutions and Organizations

5.1 Consultations received from other Government of Canada institutions and organizations

Consultations	Other Government of Canada Institutions	Number of Pages to Review	Other Organizations	Number of Pages to Review
Received during reporting period	30	846	0	0
Outstanding from the previous reporting period	2	12	0	0
Total	32	858	0	0
Closed during the reporting period	29	821	0	0
Pending at the end of the reporting period	3	37	0	0

5.2 Recommendations and completion time for consultations received from other Government of Canada institutions

Recommendation	Number of Days Required to Complete Consultation Requests							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
Disclose entirely	17	3	0	1	0	0	0	21
Disclose in part	5	2	0	0	0	0	0	7
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	1	0	0	0	0	0	1
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	22	6	0	1	0	0	0	29

5.3 Recommendations and completion time for consultations received from other organizations

Recommendation	Number of Days Required to Complete Consultation Requests							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
Disclose entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclose in part	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

Part 6: Completion Time of Consultations on Cabinet Confidences

6.1 Requests with Legal Services

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

6.2 Requests with Privy Council Office

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Part 7: Complaints and Investigations

Section 32	Section 35	Section 37	Total
5	5	31	41

Part 8: Court Action

Section 41	Section 42	Section 44	Total
0	0	0	0

Part 9: Resources Related to the *Access to Information Act*

9.1 Costs

Expenditures		Amount
Salaries		\$512,596
Overtime		\$0
Goods and Services		\$0
• Professional services contracts	\$0	
• Other	\$0	
Total		\$512,596

9.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Access to Information Activities
Full-time employees	5.55
Part-time and casual employees	0.00
Regional staff	0.00
Consultants and agency personnel	0.00
Students	0.00
Total	5.55

Note: Enter values to two decimal places.

In addition to completing the forms for the statistical reports for the *Access to Information Act* for 2018-19, institutions were required to report separately on the application of three new exemptions added to the *Access to Information Act*. These exemptions are set out in the table below:

Access to Information Act	
Section	Number of requests
16.31 Investigation under the Elections Act	0
16.6 National Security and Intelligence Committee	0
23.1 Patent or Trademark privilege	0

Annex B

Statistical information (French)

Annexe B

Renseignements statistiques (français)



Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information*

Nom de l'institution: Office national de l'énergie

Période d'établissement de rapport : 2018-04-01 au 2019-03-31

PARTIE 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

1.1 Nombre de demandes

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	20
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	12
Total	32
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	22
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	10

1.2 Source des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	4
Secteur universitaire	5
Secteur commercial (secteur privé)	5
Organisation	0
Public	6
Refus de s'identifier	0
Total	20

1.3 Demandes informelles

Délai de traitement							Total
1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
16	6	1	4	0	0	0	27

Remarque : Toutes les demandes documentées comme étant « traitées de façon informelle » seront désormais indiquées dans cette section seulement.

PARTIE 2 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

2.1 Disposition et délai de traitement

Disposition	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	1	0	0	0	0	0	1
Communication partielle	0	2	2	5	0	5	1	15
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	2	2	0	0	0	0	0	4
Demande transmise	1	0	0	0	0	0	0	1
Demande abandonnée	0	1	0	0	0	0	0	1
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	3	6	2	5	0	5	1	22

2.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
13(1) a)	0	16(2)	4	18 a)	0	20.1	0
13(1) b)	3	16(2) a)	0	18 b)	0	20.2	0
13(1) c)	0	16(2) b)	0	18 c)	0	20.4	0
13(1) d)	0	16(2) c)	1	18 d)	1	21(1) a)	8
13(1) e)	0	16(3)	0	18.1(1) a)	0	21(1) b)	8
14	0	16.1(1) a)	0	18.1(1) b)	0	21(1) c)	0
14 a)	0	16.1(1) b)	0	18.1(1) c)	0	21(1) d)	1
14 b)	0	16.1(1) c)	0	18.1(1) d)	0	22	1
15(1)	0	16.1(1) d)	0	19(1)	14	22.1(1)	0
15(1) - A.I.*	2	16.2(1)	0	20(1) a)	0	23	7
15(1) - Déf.*	0	16.3	0	20(1) b)	3	24(1)	1
15(1) - A.S.*	0	16.4(1) a)	0	20(1) b.1)	0	26	0
16(1) a)(i)	0	16.4(1) b)	0	20(1) c)	4		
16(1) a)(ii)	0	16.5	0	20(1) d)	1		
16(1) a)(iii)	0	17	1				
16(1) b)	1						
16(1) c)	0						
16(1) d)	0						

*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

2.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
68 a)	2	69(1)	0	69(1) g) re a)	2
68 b)	0	69(1) a)	0	69(1) g) re b)	2
68 c)	0	69(1) b)	0	69(1) g) re c)	2
68.1	0	69(1) c)	0	69(1) g) re d)	2
68.2 a)	0	69(1) d)	0	69(1) g) re e)	2
68.2 b)	0	69(1) e)	0	69(1) g) re f)	2
		69(1) f)	0	69.1(1)	0

2.4 Support des documents communiqués

Disposition	Papier	Électronique	Autres
Communication totale	1	0	0
Communication partielle	3	12	0
Total	4	12	0

2.5 Complexité

2.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées

Disposition des demandes	Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
Communication totale	2	2	1
Communication partielle	24094	12761	15
Exception totale	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	1
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0

2.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		101 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
Communication totale	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	3	83	5	602	2	1220	4	8894	1	1962
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	5	85	5	602	2	1220	4	8894	1	1962

2.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Estimation des frais	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	7	0	2	0	9
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Total	7	0	2	0	9

2.6 Présomptions de refus

2.6.1 Motifs du non respect du délai statutaire

Nombre de demandes fermées après le délai statutaire	Motif principal			
	Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
7	6	0	1	0

2.6.2 Nombre de jours de retard

Nombre de jours de retard	Nombre de demandes en retard où le délai n'a pas été prorogé	Nombre de demandes en retard où le délai a été prorogé	Total
1 à 15 jours	0	2	2
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	1	1
181 à 365 jours	1	2	3
Plus de 365 jours	1	0	1
Total	2	5	7

2.7 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

PARTIE 3 - Prorogations

3.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes où le délai a été prorogé	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	2	0	7	2
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Total	2	0	7	2

3.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
30 jours ou moins	1	0	0	1
31 à 60 jours	0	0	5	1
61 à 120 jours	0	0	1	0
121 à 180 jours	1	0	1	0
181 à 365 jours	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0
Total	2	0	7	2

PARTIE 4 – Frais

Type de frais	Frais perçus		Frais dispensés ou remboursés	
	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant
Présentation	15	\$75	7	\$35
Recherche	0	\$0	0	\$0
Production	0	\$0	0	\$0
Programmation	0	\$0	0	\$0
Préparation	0	\$0	0	\$0
Support de substitution	0	\$0	0	\$0
Reproduction	0	\$0	0	\$0
Total	15	\$75	7	\$35

PARTIE 5 – Demandes de consultation reçues d’autres institutions et organisations

5.1 Demandes de consultation reçues d’autres institutions du gouvernement du Canada et organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	30	846	0	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	2	12	0	0
Total	32	858	0	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	29	821	0	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	3	37	0	0

5.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d’autres institutions du gouvernement du Canada

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	17	3	0	1	0	0	0	21
Communiquer en partie	5	2	0	0	0	0	0	7
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	1	0	0	0	0	0	1
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	22	6	0	1	0	0	0	29

5.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d’autres organisations

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

PARTIE 6 – Délais de traitement des demandes de consultation sur les documents confidentiels du Cabinet

6.1 Demandes auprès des services juridiques

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

6.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

PARTIE 7 - Plaintes et enquêtes

Article 32	Article 35	Article 37	Total
5	5	31	41

PARTIE 8 - Recours judiciaire

Article 41	Article 42	Article 44	Total
0	0	0	0

PARTIE 9 - Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information

9.1 Coûts

Dépenses		Montant
Salaires		\$512,596
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$0
• Contrats de services professionnels	\$0	
• Autres	\$0	
Total		\$512,596

9.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information
Employés à temps plein	5.55
Employés à temps partiel et occasionnels	0.00
Employés régionaux	0.00
Experts-conseils et personnel d'agence	0.00
Étudiants	0.00
Total	5.55

Remarque : Entrer des valeurs à deux décimales.

En plus de remplir les formulaires pour les rapports statistiques de la *Loi sur l'accès à l'information* pour 2018-19, les institutions devaient également faire rapport séparément sur l'application de trois nouvelles exceptions ajoutées à la *Loi sur l'accès à l'information* ces dernières années. Ces exceptions sont énoncées dans le tableau ci-dessous :

LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION	
Article	Nombre de demandes
16.31 Enquête sous la Loi électorale du Canada	0
16.6 Comité sur la sécurité nationale et le renseignement	0
23.1 <i>Loi sur les brevets ou la Loi sur les marques de commerce.</i>	0

Annex C

Delegation Order

Annexe C

Ordonnance de délégation de pouvoirs



***Access to Information Act Designation
Replacement Order***

The Chair and CEO of the National Energy Board (the Board), pursuant to Section 73 of the *Access to Information Act* (the *Act*) hereby replaces the *Access to Information Act Designation Replacement Order* made on the first day of September, 2016, at the City of Calgary, in the Province of Alberta, by the following text.

The Chair and CEO of the Board, pursuant to Section 73 of the *Access to Information Act*¹ hereby designates the person holding the position of Vice President, Projects to exercise the powers and perform the duties and functions of the Chair and CEO as head of a government institution under the *Act*.

Dated at the City of Calgary, in the Province of Alberta, this 6th day of November 2017.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'C. Peter Watson', written over a horizontal line.

C. Peter Watson, P. Eng., FCAE
Chair and CEO

¹ S.C. 1980-81-82 c. 111



**Arrêté de remplacement sur la délégation
en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information***

Par la présente, le président et premier dirigeant de l'Office national de l'énergie (l'Office), en vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information*, remplace l'Arrêté de remplacement sur la délégation en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* pris le 1^{er} septembre 2016 à Calgary (Alberta) par le texte qui suit.

Le président et premier dirigeant de l'Office, en vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information*¹ délègue par la présente au titre de vice-présidente des projets, les attributions et fonctions que la *Loi sur l'accès à l'information* assigne au président et premier dirigeant en qualité de responsable d'une institution fédérale.

Fait à Calgary (Alberta), le 6 novembre 2017.

C. Peter Watson, P. Eng., FCAE
Président et premier dirigeant

¹ L.C. 1980-81-82, ch. 111

National Energy
Board



Office national
de l'énergie

***Access to Information Act Designation
Replacement Order***

The Chair and CEO of the National Energy Board (the Board), pursuant to Section 73 of the *Access to Information Act* (the *Act*) hereby replaces the *Access to Information Act Designation Replacement Order* made on the sixth day of November, 2017, at the City of Calgary, in the Province of Alberta, by the following text.

The Chair and CEO of the Board, pursuant to Section 73 of the *Access to Information Act*¹ hereby designates the person holding the position of Vice President, Data and Information Management to exercise the powers and perform the duties and functions of the Chair and CEO as head of a government institution under the *Act*.

Date at the City of Calgary, in the Province of Alberta, this 9th day of April 2018.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'C. Peter Watson'.

C. Peter Watson, P. Eng., FCAE
Chair and CEO

¹ S.C. 1980-81-82 c. 111

National Energy
Board



Office national
de l'énergie

**Arrêté de remplacement sur la délégation
en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information***

Par la présente, le président et premier dirigeant de l'Office national de l'énergie (l'Office), en vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information*, remplace l'Arrêté de remplacement sur la délégation en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* pris le 6 novembre 2017 à Calgary (Alberta) par le texte qui suit.

Le président et premier dirigeant de l'Office, en vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information*¹ délègue par la présente au titre de vice-présidente de la gestion de l'information et des données, les attributions et fonctions que la *Loi sur l'accès à l'information* assigne au président et premier dirigeant en qualité de responsable d'une institution fédérale.

Fait à Calgary (Alberta), le 9 April 2018.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'C. Peter Watson'.

C. Peter Watson, P. Eng., FACG
Président et premier dirigeant

¹ L.C. 1980-81-82, ch. 111

National Energy
Board



Office national
de l'énergie

***Access to Information Act Designation
Replacement Order***

The Chair and CEO of the National Energy Board (the Board), pursuant to Section 73 of the *Access to Information Act* (the *Act*) hereby replaces the *Access to Information Act Designation Replacement Order* made on the ninth day of April, 2018, at the City of Calgary, in the Province of Alberta, by the following text.

The Chair and CEO of the Board, pursuant to Section 73 of the *Access to Information Act*¹ hereby designates the person holding the position of Vice President, Projects to exercise the powers and perform the duties and functions of the Chair and CEO as head of a government institution under the *Act*.

Dated at the City of Calgary, in the Province of Alberta, this 25th day of July 2018.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'C. Peter Watson'.

C. Peter Watson, P. Eng., FCAE
Chair and CEO

¹ S.C. 1980-81-82 c. 111

National Energy
Board



Office national
de l'énergie

**Arrêté de remplacement sur la délégation
en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information***

Par la présente, le président et premier dirigeant de l'Office national de l'énergie (l'Office), en vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information*, remplace l'Arrêté de remplacement sur la délégation en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* pris le 9 avril 2018 à Calgary (Alberta) par le texte qui suit.

Le président et premier dirigeant de l'Office, en vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information*¹ délègue par la présente au titre de vice-présidente des projets, les attributions et fonctions que la *Loi sur l'accès à l'information* assigne au président et premier dirigeant en qualité de responsable d'une institution fédérale.

Fait à Calgary (Alberta), le 25 juillet 2018.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'C. Peter Watson'.

C. Peter Watson, P. Eng., FACG
Président et premier dirigeant

¹ L.C. 1980-81-82, ch. 111

National Energy
Board



Office national
de l'énergie

**Delegation of Authority pursuant to
the Access to Information Act
and the Privacy Act**

I, the Chair and CEO of the National Energy Board, pursuant to section 73 of the *Access to Information Act*¹ and section 73 of the *Privacy Act*², hereby designate the persons holding the positions set out in the Delegation of Authority Schedule attached hereto, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers, duties and functions of the Chair and CEO of the National Energy Board under the provisions of the Acts and related regulations set out in the schedule opposite each position. This designation supersedes all previous delegation orders.

Dated at the City of Calgary, in the Province of Alberta, this 17th day of December 2018.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'C. Peter Watson'.

C. Peter Watson, P. Eng., FCAE
Chair and CE

¹ RSC 1985, c A-1

² RSC 1985, c P-21

Delegation of Authority Schedule

Position	<i>Access to Information Act and Regulations</i>	<i>Privacy Act and Regulations</i>
Vice-President, Data and & Information Management	Full authority	Full authority
Vice-President, Projects	Full authority	Full authority
Director, Access to Information and Privacy	Full authority	Full authority

National Energy
Board



Office national
de l'énergie

**Délégation des pouvoirs en vertu de
la *Loi sur l'accès à l'information*¹ et de
la *Loi sur la protection des renseignements personnels***

En ma qualité de président et premier dirigeant de l'Office national de l'énergie, en vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information*¹ et de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*², je délègue par la présente aux titulaires des postes énoncés à l'annexe de délégation de pouvoirs ci-jointe ou aux personnes occupant lesdits postes à titre intérimaire, les attributions dont je suis investi, à titre de président et premier dirigeant de l'Office national de l'énergie, aux termes des dispositions des lois et des règlements connexes mentionnés en regard de chaque poste. Le présent document remplace toute ordonnance de délégation de pouvoirs antérieure.

Fait à Calgary, en Alberta, le 17 décembre 2018.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'C. Peter Watson'.

C. Peter Watson, P. Eng., FACG
Président et premier dirigeant

¹ L.R.C. (1985), ch. A-1

² L.R.C. (1985), ch. P-21

Annexe de délégation de pouvoirs

Poste	Loi sur l'accès à l'information et règlements	Loi sur la protection des renseignements personnels et règlements
Vice-président de la gestion de l'information et des données	Autorité absolue	Autorité absolue
Vice-président des projets	Autorité absolue	Autorité absolue
Directeur de l'accès à l'information	Autorité absolue	Autorité absolue